

On en a marre des journées d'action dispersées ! Chers bureaucrates : On veut la grève jusqu'au retrait et on fera tout pour vous l'imposer !

Depuis le 9 mars, la mobilisation se poursuit malgré la répression et le sabotage des directions syndicales. Elle marque le pas et cherche un second souffle. Beaucoup de militants cherchent à échapper à la fatalité des journées d'action impuissantes, et explorent de nouvelles formes de mobilisation. Avec en ligne de mire la convergence des luttes, le blocage de l'économie, et la mise en débat d'alternatives au capitalisme mortifère.



La mobilisation exemplaire de la jeunesse face au sabotage des bureaucraties

La mobilisation chez les jeunes lycéens et étudiants a démarré très fort le 9 mars. Mais les directions syndicales ont dès le départ temporisé et laissé les jeunes affronter seuls le gouvernement en appelant à une première journée d'action le 31 mars. Au lieu de s'appuyer sur le succès du 31 pour proposer un plan d'action allant jusqu'au blocage de l'économie, les directions syndicales ont planifié la démobilisation : elles n'ont fait qu'appeler à une promenade samedi 9 avril et repoussé la prochaine journée d'action... au 28 avril. Une journée sèche, sans perspective de reconduction.

Dans ces conditions, la mobilisation des jeunes a marqué logiquement le pas. Selon la police, il y avait 69 000 manifestants le 17 mars, 43 000 le 24 mars, et seulement 24 000 le 5 avril et quelques milliers le 14 avril. Certaines universités sont bloquées ponctuellement, mais il n'y a pas de grève reconductible effective sur les universités. Le mouvement est pour l'instant loin d'atteindre le niveau de celui de 2006 contre le CPE.

Le gouvernement a profité de l'isolement de la jeunesse pour déployer une répression sans précédent. La police a envahi certaines universités (comme Tolbiac) pour empêcher des AG ; elle a agressé des lycéens qui bloquaient leur lycée (comme à Bergson). Mardi 5 avril, elle a délibérément et méthodiquement attaqué les manifestations lycéennes. L'objectif est limpide : terroriser les jeunes et adresser un message aux parents : ne laissez pas vos enfants manifester, c'est trop dangereux ! Le silence des directions syndicales est criminel. Il n'a fait qu'encourager le gouvernement à poursuivre et amplifier la répression. Il suffit de se souvenir de l'indignation énorme qu'avait suscité l'intervention des flics à la Sorbonne début mai 68 ou encore en 2006 lors du CPE pour mesurer l'ampleur de la crise du mouvement ouvrier. Les directions syndicales sont en dessous tout, et l'effet de ces trahisons se traduit dans la conscience des travailleurs. La capacité d'indignation s'émousse, le fatalisme se répand, et les

travailleurs doutent de plus en plus de leur capacité collective à faire reculer le gouvernement.

Les jeunes sont moins blasés que leurs aînés. Ils sont également moins soumis au poids des directions syndicales. Les petits bureaucrates de l'Unef, qui bénéficient pourtant du soutien des médias et du gouvernement pour les présenter comme les représentants de la jeunesse, ne pèsent pas grand chose. Ils sont détestés ou méprisés par la masse des étudiants mobilisés. Leur double jeu répugnant (ils appellent formellement à continuer la mobilisation tout en applaudissant le gouvernement et en se désengageant sur le terrain) fait de moins en moins illusion. Les étudiants mobilisés ont mis en place rapidement une coordination nationale étudiante pour les représenter. Malgré le sabotage de l'Unef, cette coordination fonctionne, a des porte-paroles qui respectent leur mandat, et cherche à construire la mobilisation. Une première coordination nationale des lycéens a pu se tenir le week-end dernier, ce qui constitue une avancée importante dans l'auto-organisation du mouvement, qui va l'aider à passer le cap des vacances scolaires. En outre, de plus en plus de jeunes se radicalisent, mettent au centre la question du blocage de l'économie, ne cèdent pas à la peur, et assument désormais un certain niveau de confrontation avec la police.

La mobilisation des travailleur-se-s est bloquée par les bureaucraties syndicales

Les bureaucraties syndicales font leur travail habituel : elles sabotent. D'autres éléments expliquent la faiblesse de la mobilisation compte tenu de l'ampleur de l'attaque. Le poids des défaites passées bien entendu. Mais aussi le fait que cette contre-réforme ne touche pas directement les fonctionnaires, c'est-à-dire ceux qui sont le plus protégés et qui ont le plus de capacité à se mobiliser. Dans le privé, les déserts syndicaux sont légion et les risques de sanction (dans un contexte de chômage de masse) dissuadent bon nombre de salariés de se mettre en grève. Malgré ces obstacles, la mobilisation du 31 mars était forte : 1,2 millions de manifestants selon la CGT, 390 000 selon la police.

Les directions syndicales n'ont rien fait de ce succès à part appeler à de nouvelles journées d'action dispersées. Mais on ne peut faire défiler indéfiniment les travailleurs, dans les mêmes manifestations. Les travailleurs perçoivent bien que ces défilés routiniers ne peuvent pas mener au retrait du projet de loi. En 2010, des manifestations énormes et répétées n'ont pas fait plier le gouvernement sur la réforme des retraites. Il ne cèdera pas davantage sur un projet pour lui fondamental. Du coup, les manifestations du 9 avril ont été plus faibles que celles du 31 mars : 120 000 manifestants selon la police. Et les manifestations annoncées pour le 28 avril, à moins d'un changement majeur dans la situation (qui reste possible) sont programmées pour être des échecs.

Le gouvernement sait remercier ses alliés bureaucrates. Hollande s'apprête ainsi à nommer Le Paon président d'une agence contre illettrisme, et Stéphane Lardy (haut responsable de FO) à l'IGAS (inspection générale des affaires sociales), comme Chérèque précédemment. C'est une planque qui leur rapporte environ 10 000 € par

mois. Merci patron !

A la SNCF, la grève a été très forte les 9 et 31 mars contre la remise en cause du statut des cheminots (nouveau décret socle qui définit les conditions de travail). Mais la direction de la CGT fait un travail de sape contre la convergence avec les autres secteurs et pour empêcher un départ en grève reconductible. Le succès de la grève du 9 mars aurait pu permettre un départ en grève reconductible le 31 mars. Mais la direction de la CGT a reporté à fin mai la perspective d'une hypothétique grève reconductible. Et la direction de SUD Rail s'aligne piteusement sur la direction de la CGT.

Une journée de grève est prévue le 26 avril. Dans l'optique de la CGT, il s'agit d'épuiser les cheminots avec des journées d'actions, ce qui rendra d'autant plus compliqué un départ en grève reconductible fin mai. Nos camarades à la SNCF cherchent à s'appuyer sur la proximité de la journée interpro du 28 pour reconduire la grève le 27 au matin. Un appel large se prépare pour la grève reconductible à partir du 26. Si un secteur de salariés part en grève reconductible, cela peut déclencher une dynamique vers la grève générale. L'ensemble des salariés mécontents pourront alors se dire « c'est le moment » !

Déborder les directions syndicales et leur imposer la grève générale !

Pour obtenir le retrait de la loi travail, il faut affronter les directions syndicales et ne pas accepter leur plan de démobilisation. Nous soutenons le coup de gueule salutaire de la CGT Goodyear qui veut profiter du congrès de la CGT la semaine pour mettre les pieds dans le plat :

« Mais que fout la Confédé ?

La CGT c'est notre organisation syndicale, elle est forte de centaines de milliers de militants. Si nous le décidons, dans les conditions actuelles nous sommes capables d'organiser à PARIS le 28 avril une MANIFESTATION UNITAIRE de plus d'un million de personnes pour arracher le retrait de la loi travail. »

Heureusement, les initiatives se multiplient en dehors du cadre des journées d'action. La plus importante est « Nuit Debout » lancée au soir du 31 mars place de la République à Paris, et désormais dans beaucoup d'autres villes. Malgré la répression policière et l'évacuation régulière de la place, la dynamique s'amplifie, avec essentiellement la participation des classes moyennes diplômées et des précaires. Même si la défiance à l'égard des organisations est importante, il n'y a pas d'opposition au mouvement ouvrier organisé. Frédéric Lordon, figure de proue de « Nuit Debout », met en avant la nécessité de la grève générale, du blocage de l'économie, et d'une alternative anticapitaliste au système en place. C'est un discours sur lequel on peut s'appuyer

³ pour articuler le mouvement des places avec la mobilisation sur les lieux de travail. Ces mobilisations se complètent, et la dynamique de

« Nuit Debout » va permettre au mouvement de survivre à la période des vacances scolaires.

Les intermittents se mobilisent également fortement contre la remise en cause de leur régime par le Medef. Très portés à l'action interprofessionnelle, des AG très importantes ont eu lieu ces derniers jours (plus de 1 000 personnes au théâtre de la Colline le 4 avril). En partant des acquis de leur régime d'indemnisation (déconnectant le salaire de l'emploi), ils mettent en avant la logique du salaire à vie comme alternative à la précarisation généralisée qui conditionne le salaire à l'occupation d'un emploi « octroyé » par un patron. Tous les travailleurs devraient en effet avoir droit à un salaire à vie et le travail devrait être réparti entre tous. Ce qui pose immédiatement la question de l'expropriation des capitalistes et du pouvoir des travailleurs sur l'économie.

Les militants révolutionnaires doivent mettre aujourd'hui toute leurs forces pour déborder les directions et leur imposer la construction de la grève générale. Outre le travail à la base pour développer la mobilisation, mettre en place des cadres d'auto-organisation, nous devons batailler publiquement et dans nos syndicats pour que les directions syndicales prennent position contre la répression et construisent la grève jusqu'au retrait. Le 28 avril ne doit pas être une journée d'action, mais les directions syndicales doivent appeler à la grève générale jusqu'au retrait à partir du 28. Nos porte-paroles devraient porter ce message, mais force est de constater qu'ils ne le font pas.

1 Cf. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=936>

2 Cf. <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=18167>

3 Cf. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=931>

4 Cf. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=934>

Gaston Lefranc, le 15 avril 2016